



OBJET : Permission de Voirie Temporaire - LO STIVALE
[Nomenclature « Actes » : 6.1 Police municipale]

Le Maire de Villemomble,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2122.21, L 2122.24 et L 2213.1 et L 2213.6 ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment en ses articles L 113.2, L 116.1 et L 141.2 ;

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 19 mars 1985 fixant le taux des redevances à percevoir pour l'occupation du Domaine Public Communal et son mode de réactualisation ;

VU la décision n° 2025-18 fixant les nouveaux tarifs d'occupation du domaine public ;

VU la demande d'installation d'une terrasse en date du 1^{er} Juin 2026 par laquelle la société LO STIVALE ; Représentée par Monsieur GRINE Abdenour ;

VU la consultation du service Voirie, et son avis favorable.

CONSIDERANT que toute occupation du domaine public nécessite une autorisation individuelle de la part de l'autorité gestionnaire de ce domaine public et l'assujettissement au paiement de la redevance correspondante ;

CONSIDERANT que la commune agit dans ce cas au titre de la police de la circulation compte tenu de l'absence d'ancrage de l'équipement ;

CONSIDERANT la demande de Mr GRINE Abdenour d'installer une terrasse au 1-4 rue Montel, sur le trottoir ;

CONSIDERANT que le passage pour les piétons de 1,40 mètre minimum sera ainsi maintenu sur le trottoir.

ARRETE

Article 1^{er} : Le pétitionnaire est autorisé à installer une terrasse ouverte ayant comme dimensions totales 18m² pour une durée de cinq mois, à compter du caractère exécutoire du présent arrêté et jusqu'au 30 octobre 2026 inclus, de 9h00 à 22h00, dans le respect des jours d'ouverture du commerce.

Article 2 : Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions et dispositions du présent arrêté.

Article 3 : Les autorisations pour occupation de la voie publique par les enseignes en saillie ou autre, seront toujours révocables ou suspensives, sans indemnité ni délai, pour l'exécution de travaux publics quelconques, pour des cas de force majeure : fêtes, défilés ou tout autre cas présentant un caractère d'intérêt général. Elles seront retirées d'office de plein droit en cas de contravention, si le titulaire contrevenant n'a pas déféré aux avertissements qui lui auront été notifiés par les agents de l'administration.

Tout supplément d'occupation du domaine public non autorisé entraînera également, de plein droit, le retrait de l'autorisation sans préjudice des poursuites que l'Administration pourra exercer vis-à-vis du contrevenant, le tout sans préjudice de l'application des ordonnances de police qui interdisent les étalages susceptibles de salir ou blesser les passants et prescrivent d'entretenir dans un constant état de propreté, l'emplacement concédé et ses abords.

La ville de Villemomble ne garantit en aucun cas les permissionnaires pour les dommages occasionnés à leur terrasse ouverte ou autres, soit par les passants, soit par suite de tout incident ou accident sur la voie publique.





Article 4 : Le pétitionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions fixées par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière livre 1 – 8^{ème} partie relative à la signalisation temporaire. Le pétitionnaire est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Article 5 : La présente autorisation sera notifiée à la société LO STIVALE représentée par Monsieur GRINE Abdenour.

Article 6 : En cas de résiliation de l'autorisation à la fin de l'occupation, les pétitionnaires doivent remettre les lieux dans leur état.

Article 7 : Le présent arrêté peut être contesté dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Montreuil-sous-Bois par courrier, 7 rue Catherine Puig - 93558 MONTREUIL Cedex ou sur l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Madame la Commissaire de Police du Raincy / Villemomble,
- La Police Municipale,
- Service Commerce & Innovations.

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
093-219300779-20260611-20445-AU-1-1
Acte certifié exécutoire
Réception par le préfet : 12 juin 2026
Affichage : 12 juin 2026
Notification : 12 juin 2026
Rendu exécutoire le : 12 juin 2026

Fait à Villemomble, le 11 juin 2026

Le Maire



Patrice CALMÉJANE

